

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 Avenue Grüner – Allée C
42000 SAINT-ETIENNE

Saint-Etienne le 10/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES DE SAVY SA

Savie
42330 CHAMBOEUF

Références : UID 4243 MEA 022 0163

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2022 dans l'établissement CARRIERES DE SAVY SA implanté Savie 42330 CHAMBOEUF. L'inspection a été annoncée le 12/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE SAVY SA
- Savie 42330 CHAMBOEUF
- Code AIOT dans GUN : 0006101298
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Carrières de Savy exploite une carrière de roche dure (granite et gneiss) sur la commune de Saint-Médard-en-Forez. Elle produit des granulats destinés au secteur du BTP, notamment sur les chantiers de terrassement et des blocs d'enrochement (aménagement paysager).

La carrière a été autorisée en dernier lieu par un arrêté préfectoral du 13/02/2015 pour une durée de 12 ans.

La visite a été réalisée suite à un dépôt de plainte.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La plainte évoque l'illégalité de la présence de caméras de surveillance sur la voies publiques. Ce point relève des compétence de la CNIL.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Sécurité	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 17	/	Mise en demeure, respect de prescription
Sécurité	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 22	/	Mise en demeure, respect de prescription
Surveillance	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 51	/	Mise en demeure, respect de prescription
Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 23.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 33.1	/	Sans objet
Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 23.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Ambroisie	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 21	/	Sans objet
Réaménagement	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 27	/	Sans objet
Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 33.3.1	/	Sans objet
Risques	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 35	/	Sans objet
Nuisances	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 30	/	Sans objet
Voirie	Autre du 24/06/1989, article L.141-9	/	Sans objet
Défrichement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection sur site a permis de constater l'évolution du site et principalement l'extraction de la partie sud-ouest en limite de la parcelle 23 et de la route. La bande de sécurité de 10 mètres et la piste d'accès aux fronts supérieurs doivent être rétablies dans les meilleurs délais.

Bien que la limite sud de la parcelle 24 soit constituée d'un talus pentu difficilement franchissable, l'exploitant doit rétablir la clôture détériorée.

Afin de vérifier la stabilité des fronts en limite nord de la parcelle 1108 et en limite est de la parcelle 1658, une étude géotechnique doit être réalisée dans un délai de 6 mois. Cette étude visera également à vérifier l'impact de l'exploitation du carreau au niveau de la parcelle 1108 sur la stabilité du massif et donnera les préconisations à suivre en terme de réaménagement.

La prochaine mise à jour du plan d'exploitation devra être réalisée par un organisme extérieur; il devra notamment indiquer la côte de fond de fouille.

L'exploitant doit par ailleurs mettre en place la réunion annuelle de suivi de site imposée par l'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 17
Thème(s) : Autre, Clôture
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation. L'entrée du site autorisé est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : Le long de la route, une petite partie de clôture est légèrement détériorée, à proximité du piézomètre. Sur la partie sud, le long de la parcelle 24, une ancienne clôture est présente mais complètement détériorée. Néanmoins, ce côté de la carrière est constitué d'une talus très pentu recouvert de végétation dont des ronces. Il constitue de fait une barrière physique difficilement franchissable. L'exploitant s'est engagé à : <ul style="list-style-type: none">- réparer la clôture le long de la route,- restituer une clôture sur le haut du talus côté sud- installer des panneaux signalant le danger au bas du talus côté sud
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Ambroisie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 21
Thème(s) : Autre, Lutte contre l'ambroisie
Prescription contrôlée : L'exploitant prévient l'apparition d'espèces végétales envahissantes (ambroisie...) de ces stocks, et le phénomène d'érosion, en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place par d'autres espèces indigènes.
Constats : La prescription s'applique aux stocks de découverte. Actuellement, il n'y a plus de décapage réalisé sur ce site et aucun stock de matériaux de découverte. Les remblais stockés sont utilisés régulièrement pour le remblayage du fond de fouille. Par ailleurs, les inventaires de l'étude écologique réalisée en 2019 dans le cadre du projet de renouvellement/extension de la carrière n'ont pas relevé la présence de l'ambroisie parmi les espèces végétales invasives.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 22
Thème(s) : Autre, Distance limite
Prescription contrôlée : Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Selon le plan d'exploitation mis à jour en février 2022, la distance de sécurité de 10 mètres entre le bord de l'excavation et la limite d'autorisation n'est pas respecté : - côté nord, parcelle 1108 sur environ 70 mètres linéaires. - côté est, parcelle 1658, sur environ 60 mètres linéaires. Cette situation date d'une vingtaine d'années, suite des tirs qui ont nécessité des purges importantes. La surveillance de ces fronts n'a pas mis en évidence d'instabilités. Dans le cadre de l'abandon définitif des fronts supérieurs, il est nécessaire de vérifier la stabilité à long terme par une étude géotechnique. L'extraction côté ouest, parcelle 23, le long de la route, a été réalisée en prenant en référence les limites cadastrales. Selon le cadastre, les parcelles 23 et 24 intégrées à l'autorisation englobent la route. De fait, le bord de l'excavation au niveau de la parcelle 23 respecte bien une distance de 10 mètres. Néanmoins, selon l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières : « Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. » La route étant empruntée régulièrement par des tiers, et afin de garantir la sécurité de cette infrastructure, la bande de sécurité de 10 mètres doit être restituée. Le jour de l'inspection, il a été constaté l'amorce du remblayage qui permettra de reconstituer une piste côté sud-ouest et donc de rétablir une distance de 10 mètres.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Réaménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 27
Thème(s) : Autre, Remise en état phase 2014-2019
Prescription contrôlée : Le phasage de la remise en état et l'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre aux dispositions de la demande (étude d'impact du dossier de demande) et aux plans et schémas de remise en état annexés au présent arrêté. La remise en état comporte notamment la mise en œuvre des mesures suivantes : Le curage des bassins de décantation La remise en état des fronts de taille en tenant compte de l'érosion des bords de l'excavation La mise en sécurité de l'ensemble du site Les plantations et la végétalisation La création de mares et autres éléments du paysage. Le remblaiement avec ou sans apports extérieurs de déchets inertes, L'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.
Constats : D'après le plan de phasage, le réaménagement suivant doit être réalisé à la fin de la phase 1 (2014-2019) : remise en état des fronts supérieurs depuis le sommet jusqu'à la côte 435 m NGF. D'après le plan d'exploitation, on observe une remise en état jusqu'à la côte 438 au nord et jusqu'à la côte 464 au sud. La production moyenne annuelle (de 2015 à 2021) est très inférieure à la production moyenne autorisée de 60 000 tonnes. Ce rythme d'exploitation explique le retard dans le phasage d'exploitation et par conséquent dans le phasage de réaménagement. Les aménagements réalisés restent encore partiels : création de niche pour le Hibou Grand Duc à la côte 453 m NGF et végétalisation à la côte 467 m NGF en avril 2018 (on constate que les genets ont envahi cette zone). La remise en état doit être finalisée à la côte 453 m NGF en 2022-2023. Cette phase de remise en état doit intégrer la plantation d'arbres comme prévu dans les dispositions de remise en état « La partie haute de la carrière est composée d'un talus planté de Sapins de Douglas ».
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 33.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aire étanche
Prescription contrôlée : Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cet équipement doit faire l'objet d'un entretien régulier. Ce dernier est réalisé sous abri. Le ravitaillement des engins de chantiers sur chenilles est réalisé à partir d'un engin ravitailleur équipé d'un pistolet anti-débordement et au-dessus d'un bac de rétention mobile.
Constats : Le ravitaillement des engins à pneus est réalisé dans le hangar technique, situé sur Chamboeuf, dont le sol est constitué d'une dalle béton d'une superficie d'environ 150 m ² . La ravitaillement de la pelle et des installations mobiles est effectué en bord à bord à partir d'une cuve installée à l'intérieur d'une rétention mobile étanche. Les dispositions mises en place permettent de récupérer les épanchements éventuels. Il est demandé à l'exploitant de vérifier la pente de la dalle béton et de justifier le volume maximal collecté en cas de fuite.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 33.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de ruissellement sont récupérées sur le carreau de la carrière et dans des bassins permettant leur stockage et leur utilisation pour les besoins du site.</p> <p>Le « trop-plein » rejeté dans le milieu naturel (ruisseau de Savie) respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,- la température est inférieure à 30°C,- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l,- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l,- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/L. <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l .</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et la teneur en hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>Un contrôle annuel de la qualité des rejets sera réalisé à la charge de l'exploitant, par un organisme qui effectuera le prélèvement et confiera l'analyse à un laboratoire agréé. Les analyses porteront sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• ph,• MEST,• DCO,• Hydrocarbures totaux. <p>Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur. Les résultats sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge de l'inspection des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>Un contrôle des IBGN (Indice Biologique Global Normalisé) du ruisseau de Savie est réalisé en amont et en aval du rejet de la carrière tous les 5 ans.</p> <p>Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin de décantation situé juste à l'entrée de la carrière a un volume de 250 m³. Il collecte les eaux provenant de la partie nord du carreau (environ 10% des eaux de ruissellement) et les eaux provenant du fond de fouille de la carrière par pompage (90% des eaux de ruissellement). L'article 33 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n'impose pas l'installation d'un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>La capacité de stockage du fond de fouille de la carrière est estimée à 60 000 m³.</p> <p>Cette capacité de décantation est largement suffisante.</p> <p>Le bassin de décantation à l'entrée de la carrière a été curé en novembre 2021. Ce curage a lieu en tant que de besoin selon une surveillance visuelle.</p> <p>Le ruisseau de Savie fait l'objet d'une surveillance montrant que le ruisseau est de bonne qualité physico-chimique et hydrobiologique.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : Pour assurer la défense extérieure contre l'incendie, le site doit disposer en permanence d'une réserve d'eau de 60 m3 repérée par une pancarte. Les points d'eau sont toujours accessibles aux engins pompe des sapeurs-pompiers. La hauteur d'aspiration ne sera pas supérieure à 6 mètres.
Constats : La carrière dispose d'un volume de stockage des eaux de ruissellement important permettant un approvisionnement de 60 m3/h pendant 2 heures (superficie de la zone en eau estimée à 2300 m²) L'exploitant est en capacité de pomper l'eau dans le fond de fouille (pompe avec débit de 90 m3/h) pour alimenter le bassin à l'entrée de la carrière, accessible sans difficulté pour les pompiers et présentant une hauteur d'aspiration inférieure à 6 mètres.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 51
Thème(s) : Autre, Réunion de suivi de site
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, en liaison avec les municipalités de SAINT-MEDARD-EN-FOREZ et CHAMBOEUF, l'exploitant organisera une réunion ayant pour objet le suivi de l'exploitation et de la remise en état. A cette occasion, il communiquera les résultats des contrôles et mesures effectués dans le cadre du présent arrêté. Il tiendra, en tant que de besoin, informée l'administration des remarques formulées par les participants à cette réunion convoquée à son initiative.
Constats : L'exploitant n'a pas organisé une réunion de suivi de site conformément à l'article 51 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il a en revanche rencontré à plusieurs reprises les municipalités.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.
Constats : Concernant le risque de pollution des eaux : <ul style="list-style-type: none">- stockage des produits dangereux dans le hangar sur dalle béton et dans des rétentions prévues à cet effet,- ravitaillement en bord à bord avec rétention mobile ou ravitaillement sur dalle béton dans le hangar,- stock de produits absorbants,- gestion des eaux pluviales par décantation (cf. constat sur gestion des eaux pluviales)- suivi des eaux souterraines via 2 piézomètres- contrôles des eaux rejetées et analyse hydrobiologiques amont/aval du ruisseau de Savie. Concernant le risque de pollution de l'air : <ul style="list-style-type: none">- arrosage des pistes et aspersion sur l'installation de concassage criblage On note qu'au vu du rythme de production de cette carrière, cette dernière n'a pas été soumise à la surveillance des retombées de poussières. Concernant les nuisances sonores : L'exploitant met en place une surveillance tous les 3 ans. La dernière mesure réalisée en juin 2020 a mis en évidence une non conformité. Suite à ce constat, l'exploitant a déplacé son installation de traitement en fond de carrière. Une nouvelle mesure réalisée en novembre 2020 a permis de constater une baisse du niveau de sonore de 7 dBA et le rétablissement d'une émergence conforme. Concernant les vibrations : <ul style="list-style-type: none">- tirs de mine réalisés selon un plan de forage et plan de tir définissant la géométrie du tir et les chargements des trous,- le chargement des trous respecte l'abaque établi par le CEREMA (niveau de vibration prévisible en fonction de la distance et de la charge),- surveillance accrue des vibrations lors des tirs au niveau des habitations voisines (aucune non conformité constatée).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Voirie

Référence réglementaire : Autre du 24/06/1989, article L.141-9
Thème(s) : Autre, Accès à la carrière
Prescription contrôlée : Toutes les fois qu'une voie communale entretenue à l'état de viabilité est habituellement ou temporairement soit empruntée par des véhicules dont la circulation entraîne des détériorations anormales, soit dégradée par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute autre entreprise, il peut être imposé aux entrepreneurs ou propriétaires des contributions spéciales, dont la quotité est proportionnée à la dégradation causée. Ces contributions peuvent être acquittées en argent ou en prestation en nature et faire l'objet d'un abonnement. A défaut d'accord amiable, elles sont fixées annuellement sur la demande des communes par les tribunaux administratifs, après expertise, et recouvrées comme en matière d'impôts directs.
Constats : Un accord préalable a été trouvé en 2021 entre l'exploitant et la commune de Chamboeuf pour la réfection de la partie amont de la voie. Les travaux ont été réalisés en août 2021 sur 170 mètres linéaires.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 9
Thème(s) : Autre, Défrichement
Prescription contrôlée : Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.
Constats : Les parcelles 231, 232, 233 et 234 ont effectivement été l'objet d'une simple coupe de bois en novembre 2019 (pas de dessouchage) sur une superficie de 9000 m². Cette coupe a concerné un boisement monospécifique de Sapin de Douglas sans intérêt écologique. Selon l'article L.124-5 du Code forestier et selon l'arrêté préfectoral n°04-861 du 3 août 2004, les coupes d'un seul tenant d'une superficie inférieure à 2 ha et effectuées dans une forêt ne présentant aucune garantie de gestion durable ne sont pas soumises à autorisation. De plus, dans la Loire, en vertu de l'article L.124-6 du Code forestier et selon l'arrêté préfectoral n°04-860 du 3 août 2004, les coupes rases d'une superficie inférieure ou égale à 1 ha ne sont pas soumises à des mesures de renouvellement naturel ou artificiels des boisements. Ainsi, la coupe de bois réalisée sur les parcelles précitées ne relevait pas d'un régime d'autorisation.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 23.1
Thème(s) : Autre, Piste d'accès
Prescription contrôlée : La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.
Constats : Concernant l'accès des niveaux d'extraction : <ul style="list-style-type: none">- les fronts supérieurs remis en état : leur accès n'est plus nécessaire compte tenu qu'ils ne constituent plus des fronts d'extraction- les fronts inférieurs : une piste permet de les atteindre mais elle a été momentanément coupée dans le cadre du phasage d'exploitation de la partie basse de la carrière, côté sud-ouest. Le début de la piste doit être reconstitué dans le cadre du remblayage du carreau (cf. constat précédent).
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 23.1
Thème(s) : Autre, Côte
Prescription contrôlée : Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 410 m NGF.
Constats : Selon le dernier plan d'exploitation mis à jour, la côte de fond de fouille est de 411 m NGF, respectant la côte minimale de 410 m NGF. Afin de compléter la vérification de ce point, il est demandé à l'exploitant de faire réaliser le prochain plan d'exploitation par un organisme extérieur.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet